

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

RENOVATION BATIMENTS BCC 004 ET 005 SUR LA BASE ECOLE GENERAL LEJAY AU CANNET DES MAURES

Catégorie opération 2

ECOLE LEJAY
83340 LE CANNET-DES-MAURES

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	29/06/2023	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	12
2.2 NATURE DE SOL.....	12
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	13
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	13
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.6 DIVERS.....	15
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	16
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	16
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	16
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	17
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	18
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	18
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	19
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	20
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	20
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	21
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	22
3.5.2 Travaux divers	22

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	24
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	24
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	26
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	27
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	30
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	32
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	32
5.2 CANTONNEMENTS.....	32
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	34
5.3.1 Mise en place bungalows	34
5.3.2 Cantonnement à étages.	34
5.3.3 Installation électrique.....	34
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	35
6.1 ORGANISATION.....	35
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	37
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	38
6.2.2 Interdiction de fumer	38
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
7.1 PPSPS	39
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	39
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
8 Annexes	40
Panneau : En cas d'accident.....	40

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

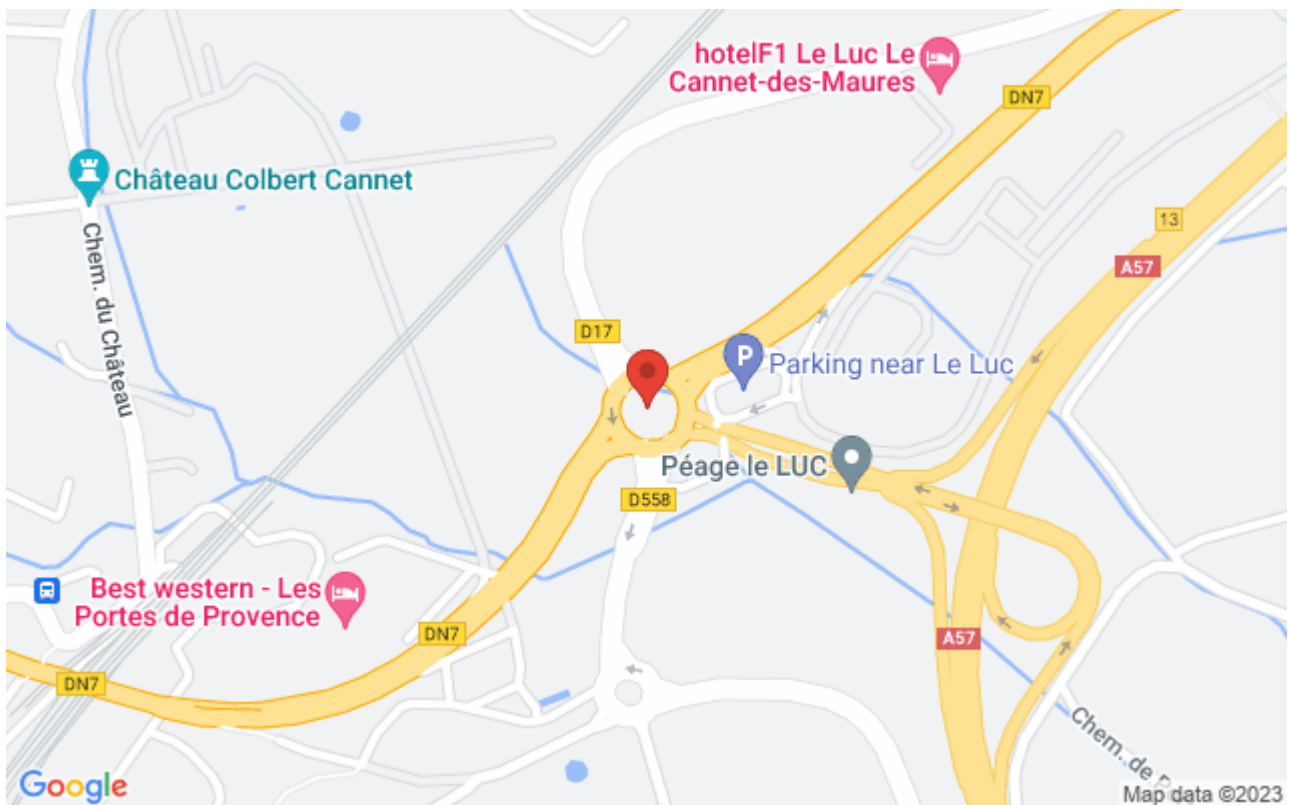
- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

RENOVATION BATIMENTS BCC 004 ET 005 SUR LA BASE ECOLE GENERAL LEJAY AU CANNET DES MAURES

ECOLE LEJAY
83340 LE CANNET-DES-MAURES



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux de rénovation des bâtiments d'hébergement BCC et 005 sur la base Ecole Général LEJAY

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Bâtiments existant en R + 2

Nature de la couverture / toiture

Charpentes traditionnelles avec couvertures tuiles

Nature des façades

Façades maçonnées avec enduit hydrauliques

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT SAEM VAD 109 AVENUE D ENTRECASTEAUX - RESIDENCE L ALBATROS 83000 TOULON	TEL : 04.94.03.95.95
Architecte	PLO ARCHITECTES 10 Place Pierre Brossolette 13004 MARSEILLE	TEL : 09 66 85 00 47
Inspection du travail	DDETS VAR 177, bd Charles BARNIER - BP 131 83071 TOULON CEDEX	TEL : 04 94 09 64 00
OPPBTP	OPPBTP 10 Place de la Joliette - Les Docks Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	TEL : 0491714848
CARSAT	CARSAT VAR 8 Rue Emile Ollivier 83000 TOULON	TEL : 0821 10 13 13

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DEMOLITION
- N°02 - GROS OEUVRE - ISOLATION FACADES
- N°03 - CHARPENTES BOIS - COUVERTURES
- N°04 - MENUISERIE EXTERIEURES - SERRURERIES
- N°05 - CLOISONS DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS
- N°06 - MENUISERIES INTERIEURES - MOBILIER
- N°07 - REVETEMENTS SOLS - FAIENCE
- N°08 - ELECTRICITE
- N°09 - PLOMBERIE
- N°10 - VRD

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 02/10/2023 pour une durée de 24 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 20.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER

RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.

Circulation sur le site en direction du chantier :

Avant d'intervenir toute personne doit connaître les règles de circulations et de manœuvres sur le site . Toute entreprise qui envisage d'effectuer des livraison où accès doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité.

Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier.

Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.

Utilisation des protections collectives : mesures générales :

De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.

Modalités pratiques de coopération entre les intervenants:

Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en œuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail.

Risques de chute de hauteur lors de l'utilisation d'échelle d'escabeau et marche pieds
Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention

Risques de chute de hauteur lors de l'utilisation de PEMP :

La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.

Risques de chute de hauteur:

Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.

Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.

Risques liés aux armatures et tubes en attente

L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC

Port des EPI :

Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).

Risques liés aux accès à des parties d'ouvrage inachevées :

Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.

Son accès sera interdit par des dispositifs matériels. La ou les zones concernées seront signalées par tout moyen : balisage, panneau "Zone dangereuse - Accès interdit", etc.... L'entreprise chargée de la partie de l'ouvrage en informera sans délai la maîtrise d'œuvre afin que cette dernière transmette l'information à l'ensemble des entreprises du chantier et interdise l'accès et le travail dans la zone concernée

Moyen communs

L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.

Conditions météorologiques

Canicule

Sur le chantier, appliquer les mesures suivantes :

- Adapter les horaires de travail aux conditions météorologiques.
- Effectuer les tâches ardues et celles requérant des efforts physiques importants aux heures les plus fraîches de la journée.
- Utiliser systématiquement les aides mécaniques à la manutention.
- Fournir et faire porter des vêtements de travail adaptés (amples, légers, de couleur claire et permettant l'évaporation de la transpiration) ainsi qu'une protection de la tête.
- Fournir de l'eau fraîche en quantité suffisante (équivalant un verre toutes les 15 minutes par salarié).
- Mettre à la disposition des travailleurs un local intempéries adapté aux conditions climatiques (rafraîchi, installé à l'ombre, correctement ventilé, etc.) et équipé de sièges en nombre suffisant (1 par travailleur).
- Instaurer des pauses d'une fréquence adaptée à la température.

travail isolé :

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet pour les travaux à réaliser

Concernant la mise en place des équipements en façades (Échafaudages), il sera apporté le plus grands soins, à la pose de tout calages nécessaires à la stabilité de l'ouvrage

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace les réseaux, pendant toute la durée des travaux.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La présence d'engins, de véhicules routiers, de piétons nécessitera la mise en place de la clôture de chantier avant tout démarrage. La clôture et limite non franchissable existante en limite du terrain pourront être utilisée, si ces ouvrages ne sont pas déposés ou modifiées ils resteront en bon état de stabilité sur leurs intégralités sans risque de ruines ou d'instabilités particulières.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Projet de PIC	Installation de chantier devant être conforme au projet	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Clôture	De types HERAS A tout moment infranchissables Non coupantes Angles saillants protégés	Sur la périphérie du chantier, selon PIC	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Suivant le plan de circulation et le PPIC A tenir à jour tout le long du chantier</p> <p>Affichage panneau de chantier : entreprises de tous rangs</p> <p>- RECOMMANDATION S SPECIFIQUES - PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE - CHANTIER STRICTEMENT INTERDIT AU PUBLIC - SIGNALETIQUES ADAPTEES ET SUR DEMANDE</p>	L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'oeuvre et le Maître d'Ouvrage.	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, pourront décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

CONSIGNE PRIORITAIRE :

Compte tenu de la présence à tout moment possible de personnels sur la voie de chantier, les règles strictes de vigilance et de prudence seront exigées de la part de tous les participants ; Les comportements de tout type de véhicules des entreprises sur le site seront observés.

Les accès aux chantiers ne seront autorisés qu'aux personnes déclarées avant démarrage des travaux et agréées par le maître d'ouvrage.

Une demande d'accès pour obtention des badge auprès du lot principal désigné sera réalisée suivant les procédures mentionnées dans le marché.

Toute personne qui de par son comportement serait susceptible de générer des risques pour lui-même et pour tout autre intervenant, sera immédiatement exclu du chantier.

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Suivant PPIC	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	L'ensemble des personnel présent sur le chantier, devront être en mesure de présenter leurs carte de la Pro BTP	Toutes entreprises et connexes (visiteurs , commerciaux, prestataires)	Toutes entreprises et connexes (visiteurs , commerciaux, prestataires)
Liste du personnel	Registres réglementaires de toutes les entreprises.	Toutes entreprises agréées.	Toutes entreprises agréées.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, pourront décider de mettre à niveau la sécurisation des points d'accès, de la signalisation et des éléments matériels de sécurisation par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Disposition générale

Disposition à l'intérieur des zones de déchargement :

La **MARCHE EN AVANT DES ENGIN** est obligatoire . Les voies de chantier doivent être désencombrées en permanence.

En cas d'impossibilité chaque entreprise détaillera :

- Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins lors des livraisons.
- définira les aires de stockage en plateformes stabilisées et accessibles en tout temps.

NOTA: - Les salariés chargés de la conduite des véhicules et engins doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite, délivrée par le chef de l'établissement à l'issu d'une formation aux engins confiés (CACES ou équivalent), et visite médicale. Cette autorisation n'est valable que pour le chantier en question. Tous mes véhicules sont équipement de klaxon de recul.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Aire plane et aisément accessible, traitée en revêtement goudron (Zone de parking Existant)	Suivant PPIC	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Aire de stationnement	Stationnement chantier dans la zone alloué en bout de parking		Ensemble des entreprises	Ensemble des entreprises

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneaux de signalisation routière complémentaire et suivant PIC. Les sens de circulation (sens interdit , stationnement interdit). la limitation 10 km sur la voie de chantier Panneaux de circulations piétonnes des compagnons. passages piétons provisoires. Les zebras de sécurité au sol.	Sur les voie d'accès suivant PPIC.	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Avertisseur de manœuvre	Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche.	Sur l'ensemble des engins de chantier	Entreprises concernées	Entreprises concernées

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Cheminement à pieds secs depuis le portillon d'accès dédié au chantier.	Suivant PIC	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Cheminement cantonnement/chantier	Depuis Cantonnement Cheminement sécurisé depuis les installations de chantier vers les différentes zones de chantier (évolutives)	Suivant PPIC	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Séparation piétons/véhicules	Les cheminements piétons seront fléchés et séparer des circulations des véhicules de chantier. Voitures interdites dans le site.	Dans toutes les phases suivant les PIC mis à jour	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles :

=> **Sécurisation des circulations, des accès et des livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain- pied et réduire les manutentions manuelles.**

=> **Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur :**

L'entreprise décrira tous les moyens dès la phase préparatoire et tout le long des chantier les mesures prises

pour le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir selon les besoins et l'étude logistique de l'entreprise.	Entreprises concernées	Entreprises concernées	Etude d'interférence à produire avant installation. Connexion au système de supervision.
Camion auto-déchargeable	Utilisable unique sur les plate-formes de stockage et aux pieds des aires de déchargement pour grutage.	Entreprises concernées	Entreprises concernées	

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Chariot élévateur	Uniquement avec accord et sur demande	Entreprises concernées	Entreprises concernées	Etude d'interférence à produire avant installation.

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans Objet pour cette opération

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans Objet

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux
- le principe de continuité du transport des charges mécaniquement en hauteur et latéralement y compris dans les volumes intérieurs doit être étudié , maintenu et assuré jusqu'à la livraison. en fonction des phases et des contraintes du site en exploitation, il sera proposé dès le départ un planning de cette logistique spécifique au projet.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Ensemble des entreprises

Lot chargé de l'entretien

Ensemble des entreprises

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Le principe retenu est un principe à de stockage à flux tendu	A identifié sur les PIC pendant toutes les phases	A reporter systématiquement dans le DHOL et le PIC de l'entreprise Titulaire	suivant le produit ou le matériel mentionné.	A définir élément par élément.
Menuiseries extérieures	Colis sur pupitres métalliques ou à plat filmés , sur cales et lestés	zone de stockage ext. A pied d'oeuvre		

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Cloison , plafond , isolants divers etc	Sur palette ou en colis grutables Sur sols plans A pied d'oeuvre sur planchers	Zones proches des façades		Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique Extincteur présent dans le local
Equipements de plomberie gainés -Tuyaux etc..;	stabilisés et calés sur dallage béton ou enrobé plan aide à la manutention : chariots manuels et Elévateurs électrique	Zones de stockage intérieurs et extérieurs		calage des tubes Empilements interdits
Equipements électriques divers	Magasins fermés équipés d'extincteurs	Zones de stockage intérieurs et extérieurs		
Carrelage faïence toutes tailles Sable , mortier etc.; pompe à mortier	Palettes filmées sur paniers de levage sécurisés grutable. Pompes installées suivant PIC	Zones de Stockage et à pied d'oeuvre sur zones à traiter		
Peintures / enduits	Palettes filmées sur paniers de levage sécurisés grutable. Locaux intérieurs ventilés			

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise devra :

- en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)
- en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.)

Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à

déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	TOUTES ZONES	Nettoyage permanent et quotidien.	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS
Bennes avec tri	Selon PPIC et NOC CCTP Emplacement permettant les échanges de bennes sans survol du chantier	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes. Usage permanent et évacuation quotidienne dès remplissage de chaque benne sans distinction	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Sans objet				

3.5.2 Travaux divers

A tous les stades du planning les entreprises intervenantes, avant toute intervention, à l'occasion de postes de travail même ponctuels, qui exportent un risque dans l'environnement dans lequel elle travaille doit le signaler dans son PPSPS et décrire précisément les mesures de protection engagées vis à vis de son

personnel et des autres intervenants directs à proximité (horizontalement comme verticalement)

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent. Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Oeuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	Blindages conformes à la réglementation	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 10 VRD	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 10 VRD
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Menuiserie Ext	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Menuiserie Ext
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Menuiserie Ext	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Menuiserie Ext

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Balcon	Protections collectives compatibles avec la pose de la protection définitive en toute sécurité	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 4 Serrurerie	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 4 Serrurerie
Charpente	Protections collectives compatibles avec la pose de la couverture	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Charpente bois - couvertures	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 3 Charpente bois - couvertures

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	En périphérie des façades	Gros oeuvre Façades peinture	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Engin manutention au sol	Chariots électriques motorisés, transpalettes chariots élévateurs convoyeurs de chantier	toutes les phases	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS	toutes les entreprises

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'installation et l'entretien des installations électriques pendant toute la durée des travaux.

Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire le nécessaire par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon PIC E.Titulaire NOC CCTP	Dès le démarrage du chantier	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité
Armoire générale	Selon PIC E.Titulaire NOC CCTP	Dès démarrage du chantier	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité
Alimentation cantonnement	Selon PPIC et Réseaux mis à disposition	Dès mise en place des installations de chantier	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité
Armoires secondaires	TOUTES ZONES suivant PIC et demandes Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - un bouton d'arrêt d'urgence coffrets fixés au mur (gaines techniques) ou déplaçable un coffret par niveau par cage d'escalier, tous les 25 m dans les parties communes.	A mettre en place à l'avancement du planning	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité
Eclairage circulation verticale	TOUTES ZONES Réparti dans l'ensemble des accès verticaux et escaliers provisoires Sur demande	A mettre en place à l'avancement des travaux	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	TOUTES ZONES Réparties dans l'ensemble des circulations en zones aveugles et obscures Sur demande.	A mettre en place à l'avancement des travaux	Lot 8 Electricité	Lot 8 Electricité
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Mettre en place à l'avancement des travaux	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La gestion des risques successifs et simultanés est directement liée à la bonne maîtrise de l'organisation générale de toutes les phases et du planning.

Pour chaque travail générant des risques entre les entreprises doit répondre des moyens adéquats associés à des mesures de prévention clairement réparties pour tous.

Pour des zones particulières à risque fort il pourra être associé des décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) sur une zone définie.

Dispositions générales :

Installation de chantier : toutes les clôtures et ouvrages de séparation de chantier listés dans les pièces du CCTP et de la NOC seront implantés de manière à assurer conjointement la continuité des travaux interférents dans des zones sécurisées.

Chaque zone fera l'objet d'un plan de détail de ces protections mis à l'approbation de l'établissement de la MOE du l'OPC et du CSPS.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Toutes les entreprises exposant les compagnons à ce risque, même sur une durée très faible, doivent prévoir d'assister aux CISSCT

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- Risques de chute de hauteur : cet ITEM est une priorité dans ce PGC, la gestion de ce risque pendant les chantiers doit être présente dans tous les esprits
- Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale
- Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées
- Travaux de puits, de terrassements souterrains ;
- Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds
- Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues

mobiles ou grues à tour

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Tranchées	Lot 2 Gros Oeuvre Lot 10 VRD	Procédure de Terrassement des tranchées des réseaux	Terrassement par Phase et par secteur	Suivant détails chapitres précédents Maîtrise des risques impliquant l'organisation des chantiers à tous les stades

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Tous les lots	<p>Inventaires non exhaustif Depuis les ouvrages en elevations : Les rives excavées Les fouilles Les talus Les planchers Grandes et petites trémies Baies d'ascenseur Les toitures et les terrasses Balcons intérieurs Dômes</p> <p>Paliers et Escaliers</p> <p>verrières</p> <p>Les postes de travaux : Banches Platelages collectifs Tours d'étalement Les passerelles Nacelles motorisées Nacelles suspendues Montage ascenseurs Pont Volant Échafaudages PIRL</p>	Voir chapitres précédents	<p>- Risques majeurs devant être repérés dans toutes les situations de travail du chantier. - Qui'il soit traité collectivement dans le cadre du marché de travaux de la NOC et du PGC Ou qu'il soit propre à l'utilisation de matériels servant à la réalidation de tâches en hauteurs.</p> <p>- L'entreprise titulaire vérifiera La prise compte du PGC par les entreprises assurera la surveillance permanente de leur effectif dans les différentes installations de chantier et controlera dans un registre : - les suivis médicaux des compagnons - les formations en matière d'intervention en hauteurs des compagnons du chantier - l'état des formations à la conduite d'engins en sécurité en hauteur</p>

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Circulation sur le site en direction du chantier :

Avant d'intervenir toute personne doit connaître les règles de circulations et de manœuvres sur le site .
Toute entreprise qui envisage d'effectuer des livraison où accès doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité.

Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier.

Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Suivant PPIC DCE	Par esprit de prévention => Respecter les mesures organisationnelles et les procédures décrites	Notamment : SEPARER LES FLUX VOITURES VEHICULES DE CHANTIER - PIETONS. RESPECTER LES LIMITATIONS DE VITESSES AUX ABORDS DES CHANTIERS. DIFFUSER A OUTRANCE LES REGLES DE SECURITE. FAIRE PORTER LES EPI EN PERMANENCE.	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Environnement du chantier	Risque incendie pour toutes les phases.	Réseau incendie de chantier Réseau EP provisoire Anémomètres divers - grues et engins de levage	Réseau incendie de chantier Réseau EP provisoire Anémomètres divers - grues et engins de levage.	Ensemble des entreprises	Ensemble des entreprises

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Suivant plans VRD	Procédure de demande de renseignements	Sans connaissance du réseau arrêt de poste immédiate en cas de doute : alerter les services concessionnaires. Piquetages comprenant les distances réglementaires. Balisages de la zone avec des protections lourdes ou légères suivant l'emplacement et les niveaux d'expositions : tranchées, gaz, attentes au sol, câbles etc.	Ensemble des entreprises	Ensemble des entreprises
Interférence avec autre chantier	Chantier de construction BOUYGUES	Mutualisation de la zone de base vie sur le parking avec séparation des 2 chantiers			

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire, le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	A définir par le MOE	Préalable au démarrage des travaux	Lot 09 Plomberie
Eau usées	Raccord eaux usées selon A définir par le MOE	A l'issue de la période de préparation	Lot 09 Plomberie
Electricité	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison A définir par le MOE	A l'issue de la période de préparation	Lot 08 Electricité

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale LOT 002

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret du 6 janvier 1965 modifié le 6 mai 1995
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 95 (dispositif à partir du 1^{er} janvier 1997)

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne	Selon PPIC		Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	1.25 m ² par personne	Selon PPIC	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. Garde manger ou réfrigérateur.	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau papier hygiénique, savons liquides cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes Séparations Hommes /Femmes	Selon PPIC	Raccordement obligatoire au réseau existant Sanitaire chimique INTE RDITS	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre
Salle de réunion	Réunions MOE MOA Réunions OPC	Selon PIC Lot Gros Oeuvre	Chauffée et climatisée. Table et chaises EPI : bottes de chantier casques.	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre	Lot 2 Gros Oeuvre

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions générales du cantonnement.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

Les bungalows seront équipés de garde-corps de toiture adaptables dès l'installation de chantier

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot 02 GROS OEUVRE

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot 08 Electricité	Lot 08 Electricité

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			Tous lots
Accès secours	Depuis l'entrée du site et zone de l'accident.	Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.	Panneau affichage	Tous lots
Point de rencontre	Entrée du chantier	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.	Panneau affichage	Tous lots
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Toutes entreprises confondues.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.	La trousse de secours doit contenir à minima : des compresses pour stopper les saignements ; des sparadraps pour fixer les pansements ; ; une paire de ciseaux pour la découpe des compresses ou des sparadraps ; des produits antiseptiques pour désinfecter les plaies ; ; une pince à écharde ; ; des pansements pour les petites plaies ; des mèches nasales pour stopper les saignements du nez ; des gants pour manipuler les matériels stériles ; des doses de sérum physiologique ; une couverture de survie pour protéger la victime de la chaleur ou du froid.		Toutes entreprises confondues.
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	Lot 2 Gros Oeuvre

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		Entreprises concernées

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- L'outillage électrique
- Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de

l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

RENOVATION BATIMENTS BCC 004 ET 005 SUR LA BASE ECOLE GENERAL LEJAY AU CANNET DES MAURES

ECOLE LEJAY
83340 LE CANNET-DES-MAURES

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LE CANNET-DES-MAURES
RUE :ECOLE LEJAY

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.94.08.01.29 .